

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/PAK/8  
G/SCM/Q1/PAK/8  
14 mai 2003  
(03-2577)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Réponses du PAKISTAN<sup>1</sup> aux questions posées par les ÉTATS-UNIS<sup>2</sup> et les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES<sup>3</sup>

La Mission permanente du Pakistan a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 mai 2003.

Réponses aux questions des États-Unis (G/ADP/Q1/PAK/5-G/SCM/Q1/PAK/5)

#### Question n° 1

L'article 8 c) des Règles relatives aux droits antidumping dispose que la Commission pourra ne pas tenir compte de toute réponse à un questionnaire qui n'est pas communiquée dans le délai prévu et sous la forme demandée. Le Pakistan pourrait-il confirmer que cette disposition sera appliquée à la lumière de l'Annexe II de l'Accord antidumping?

#### Réponse

Nous confirmons que les dispositions de l'article 8 c) seront appliquées à la lumière de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

#### Question n° 2

Le Pakistan pourrait-il expliquer comment la dernière phrase de l'article 14 8), selon laquelle les renseignements divulgués avant la détermination finale n'indiqueront pas si cette détermination est positive ou négative, doit être interprétée?

---

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/PAK/2/Suppl.1 et G/SCM/N/1/PAK/2/Suppl.1.

<sup>2</sup> G/ADP/Q1/PAK/5-G/SCM/Q1/PAK/5 et G/ADP/Q1/PAK/6-G/SCM/Q1/PAK/6.

<sup>3</sup> G/ADP/Q1/PAK/7-G/SCM/Q1/PAK/7.

Réponse

Concernant l'observation des CE relative à l'article 14 8) des Règles de 2001 relatives aux droits antidumping (les "Règles"), nous précisons que la mention des faits essentiels sera limitée aux faits essentiels déterminés par la Commission et ne constituera pas une détermination finale.

**Question n° 3**

**L'article 3 des "procédures à suivre pour les enquêtes sur place" dispose que la pratique normale est que la Commission obtienne l'accord exprès des entreprises concernées du pays exportateur avant de fixer la date définitive de la visite. Le Pakistan pourrait-il expliquer dans quelles circonstances il ne serait pas nécessaire d'obtenir un tel accord préalable?**

Réponse

Il n'est nulle part question de mener des enquêtes sur place sans l'accord des entreprises étrangères concernées; l'article 12 des Règles est clair sur ce point puisqu'il dispose ce qui suit:

"... la Commission peut procéder à des enquêtes dans d'autres pays, le cas échéant, à condition d'obtenir l'accord des entreprises concernées et d'adresser une notification en ce sens aux représentants du gouvernement du pays concerné et sous réserve que ce dernier ne s'y oppose pas."

Réponses aux questions des États-Unis (G/ADP/Q1/PAK/6-G/SCM/Q1/PAK/6)

**Question n° 1**

**Le point 7 d) des Règles relatives aux droits antidumping du Pakistan ("Règles antidumping") prévoit l'inclusion dans le dossier public de "tous les autres documents que la Commission jugera approprié de divulguer aux parties intéressées". Sachant que le texte introductif du point 7 tient compte de la protection des renseignements confidentiels, quels types de document pourraient être considérés comme n'étant pas appropriés à la divulgation à une partie intéressée?**

Réponse

Concernant l'article 7 d) des Règles de 2001 relatives aux droits antidumping du Pakistan (les "Règles") et les "types de documents qui pourraient être considérés comme n'étant pas appropriés à la divulgation à une partie intéressée", tout document communiqué à la Commission tarifaire nationale à titre confidentiel (ainsi que les raisons justifiant son caractère confidentiel), et lorsque ce caractère confidentiel est admis par la Commission, ne serait pas jugé apte à être divulgué à d'autres parties intéressées.

**Question n° 2**

**Le point 8 e) des Règles antidumping prévoit que "toute partie intéressée pourra, de sa propre initiative, communiquer par écrit à la Commission tout renseignement qu'elle juge pertinent pour les besoins de l'enquête et la Commission examinera ledit renseignement, à moins que cet examen ne complique indûment sa tâche ou n'empêche l'enquête de se dérouler dans les délais prévus". Quel sens le Pakistan donne-t-il à l'expression "complique[r] indûment sa tâche"? Comment le Pakistan appliquera-t-il cette disposition d'une manière compatible**

**avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping, qui dispose que les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts pendant toute la durée de l'enquête antidumping?**

Réponse

Concernant l'article 8 e) des Règles et l'application de l'article 6.2 de l'Accord antidumping, qui dispose que "pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts", il convient de noter que pour déterminer si une situation "complique indûment sa tâche", la Commission tiendra compte de l'article 6.8 de l'Accord antidumping et du point de savoir si la situation "entrave le déroulement de l'enquête de façon notable".

Réponses aux questions des Communautés européennes (G/ADP/Q1/PAK/7-G/SCM/Q1/PAK/7)

**Question n° 1**

**L'article 7 b) des Règles relatives aux droits compensateurs stipule que la Commission pourra ne pas tenir compte de toute réponse à un questionnaire qui n'est pas communiquée dans le délai prévu et sous la forme demandée. Le Pakistan peut-il expliquer quel est le lien entre cette disposition et l'article 12.7 et 12.11 de l'Accord SMC?**

Réponse

Concernant l'article 7 b) des Règles de 2002 relatives aux droits compensateurs (les "Règles"), qui dispose que "la Commission pourra ne pas tenir compte de toute réponse à un questionnaire qui n'est pas communiquée dans le délai prévu et sous la forme demandée", il convient de noter que la Commission peut appliquer les dispositions de cet article lorsque la situation est telle qu'aux termes de l'article 12.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires elle "entrave le déroulement de l'enquête de façon notable".

**Question n° 2**

**La législation ne semble pas prévoir la possibilité d'une détermination sur la base des données de fait disponibles conformément à l'article 12.7 de l'Accord SMC. Le Pakistan peut-il expliquer dans quelle mesure les autorités chargées de l'enquête suivront cette disposition et dans quelle mesure il sera tenu compte pour cette détermination des données de fait disponibles?**

Réponse

L'Ordonnance de 2001 relative aux droits antidumping du Pakistan (l'"Ordonnance") prévoit la possibilité d'une détermination sur la base des données de fait disponibles, à l'article 28, dont le passage pertinent est ainsi conçu:

"Dans les cas où une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans le délai prévu dans la présente Ordonnance, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, la Commission pourra établir des déterminations provisoires ou finales, qu'elles soient positives ou négatives, sur la base des données de fait disponibles."

**Question n° 3**

**Le Pakistan peut-il expliquer comment il faut entendre la dernière phrase de l'article 14 des Règles, selon laquelle la divulgation des renseignements avant la détermination finale n'indique pas si la détermination est positive ou négative?**

**Réponse**

Concernant la troisième observation des CE, relative à l'article 14 des Règles, nous précisons que la mention des faits essentiels est limitée aux faits essentiels déterminés par la Commission et qu'elle ne constituerait pas la détermination finale.

---